



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 21/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FARRUSSENG

avenue de Saint Génies
Plan des Carrières
34160 Beaulieu

Références : UD34/H3/MT/2025/013
Code AIOT : 0006600878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement FARRUSSENG implanté lieu-dit Regehnat 34160 Beaulieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FARRUSSENG
- lieu-dit Regehnat 34160 Beaulieu
- Code AIOT : 0006600878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de pierre de taille calcaire a fait l'objet d'une autorisation d'exploiter (renouvellement) en date du 23 mars 2021. Depuis cette date, elle n'a pas été remise en exploitation, et a fait l'objet d'un changement d'exploitant en avril 2024 au profit de la société Proroch, qui exploite une carrière similaire voisine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en service	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.1.3	Sans objet
2	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.4.2	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en exploitation n'ayant pas encore débuté, seuls certains aménagements préliminaires nécessaires avant le démarrage des travaux ont été réalisés.

A l'issue de la visite, il apparaît que l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que la mise en exploitation soit réalisée en conformité avec la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 7.1.1 et 7.1.2. L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Beaulieu la mise en service de l'installation. La grue existante de charge utile 1,5 t est évacuée du site dans le délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : La société Proroch, nouveau titulaire de l'autorisation de la carrière, suite à un changement d'exploitant acté en avril 2024 a procédé par courrier du 16 décembre 2024 à une déclaration de mise en service. Il a été vérifié que les conditions demandées pour cette déclaration ont bien été respectées: <ul style="list-style-type: none">• mise en place d'un affichage à l'entrée du site;• réimplantation du bornage;• démantèlement de la grue existante. De plus les garanties financières exigées à l'article 8 de l'arrêté ont été constituées, pour un montant de 116 380 € jusqu'au 23 juin 2026. Il a également été noté que le nouvel exploitant a procédé à l'évacuation de déchets de ferrailles et autres déchets qui étaient résiduels sur le site, consécutivement à l'ancienne période d'exploitation. Un débroussaillage a aussi été réalisé sur certains secteurs.

<p>Au jour de la visite, l'activité proprement dite n'avait pas débuté, de même que les aménagements préliminaires nécessaires à l'exploitation n'avaient pas tous été effectués. En particulier, en matière de protection contre l'incendie, aucune réserve d'eau n'est installée. Même si aucune prescription en la matière n'est fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'inspection demande à l'exploitant à se rapprocher des Services d'Incendie et de Secours pour connaître leurs préconisations en la matière.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs prévoir le démarrage effectif de l'exploitation au second semestre 2025, qui se limitera à l'extraction des blocs par les haveuses, ces-derniers étant prévus d'être amenés sur le site voisin (Proroch) pour les opérations de façonnage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Emissions de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Une analyse de la granulométrie des poussières générées par les opérations de sciage est réalisée dans les 6 mois à compter de la mise en activité des installations. Les résultats sont tenus à la disposition des services de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place des jauges dans le voisinage du site, en extension du plan de surveillance de la carrière voisine (Proroch).</p> <p>Les résultats de cette surveillance permettront d'adapter les moyens requis pour limiter les envols.</p> <p>Par ailleurs, dans cet objectif, l'inspection a rappelé à la société la nécessité de faire réaliser un analyse granulométrique des poussières qui seront générées, conformément à la prescription fixée par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.3.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;

- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude ;
- les zones remises en état ;

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan d'implantation des bornes, suite au bornage réalisé récemment.

Il fait apparaître les cotes topographiques du site.

La société indique que le plan d'exploitation est en cours de mise à jour pour faire apparaître les éléments requis par l'arrêté d'autorisation.

Ce plan sera contrôlé lors de la prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite